

**ETUDE DE PREFIGURATION A L'EXERCICE DES COMPETENCES ASSAINISSEMENT ET
EAU POTABLE**

MAITRE D'OUVRAGE : COMMUNAUTE DE COMMUNES AVRE LUCE NOYE

ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE : EPTB SOMME – AMEVA

*Marché passé selon une procédure adaptée propre à la personne publique
conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016*

**PIECE N°1 : ACTE D'ENGAGEMENT
A.E.**

Date du marché :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 OBJET DU MARCHE.....	3
1.2 POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.3 ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – CONTRACTANTS	3
ARTICLE 3 – OFFRE.....	5
3.1 CONDITIONS GENERALES DE L’OFFRE DE PRIX	5
3.2 CALCUL DE LA REMUNERATION.....	5
ARTICLE 4 – AVANCE.....	7
ARTICLE 5 – DELAI D’EXECUTION.....	7
ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENT	7
ACCEPTATION DE L’OFFRE	9
DATE D’EFFET DU MARCHE.....	9
ANNEXE I : EN CAS DE SOUS-TRAITANCE	10

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

L'objet du présent marché est le recrutement d'un bureau d'études en charge d'une étude de préfiguration a l'exercice des compétences assainissement et eau potable pour la COMMUNAUTE DE COMMUNES AVRE LUCE NOYE

Un premier état des lieux techniques et financiers a été réalisé par l'Ameva. Aussi une liste des services concernés ainsi qu'une cartographie sont présentés au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

1.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est la COMMUNAUTE DE COMMUNES AVRE LUCE NOYE dont les coordonnées sont les suivantes :

COMMUNAUTE DE COMMUNES AVRE LUCE NOYE

144 rue du Cardinal Mercier

80110 MOREUIL

Tél : 03 22 09 75 32

Courriel : secretariat@avrelucenoye.fr

1.3 Etendue de la consultation

Le présent marché est à procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 2 – CONTRACTANTS

Je soussigné (*Nom, prénom, qualité du signataire et adresse professionnelle du signataire*) :

M.

Agissant en mon nom propre

Agissant au nom et pour le compte de la société :

(*Indiquer le nom, l'adresse, le n° de SIREN, registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée*)

--

Dont le siège social est à :

--

Téléphone :

Fax :

N° SIRET :

N° APE :

Agissant en tant que *(Cocher la case correspondant à la nature de votre groupement)* :

- Mandataire du groupement solidaire
- Mandataire solidaire du groupement conjoint
- Mandataire non solidaire du groupement conjoint

COTRAITANT N°1	Nom	
	Raison sociale	
	Adresse	
	N° d'identification SIRET	
	<input type="checkbox"/> N° au registre du commerce <input type="checkbox"/> N° au répertoire des métiers	
	Code NAF	

COTRAITANT N°2	Nom	
	Raison sociale	
	Adresse	
	N° d'identification SIRET	
	<input type="checkbox"/> N° au registre du commerce <input type="checkbox"/> N° au répertoire des métiers	
	Code NAF	

COTRAITANT N°3	Nom	
	Raison sociale	
	Adresse	
	N° d'identification SIRET	
	<input type="checkbox"/> N° au registre du commerce <input type="checkbox"/> N° au répertoire des métiers	
	Code NAF	

Après avoir apprécié sous ma responsabilité l'étendue de toutes les prestations à exécuter pour répondre aux exigences du Cahier des Charges, adhère, sans réserve au présent Acte d'Engagement, et aux stipulations des CCAP et CCTP, dont les exemplaires détenus dans les archives de la collectivité font seuls foi,

Après avoir fourni les certificats, attestations et déclarations en application :

- des articles 45 et 51 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, 48,50 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

Je m'engage ou j'engage le groupement dont je suis le mandataire (*ayer la mention inutile*) sans réserve, conformément à ses stipulations, à exécuter la mission selon les conditions définies ci-après. L'offre ainsi présentée ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans **un délai de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres** fixée par le règlement de consultation.

J'ai (nous avons) pris note que les clauses de l'article III du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) sont applicables.

ARTICLE 3 – OFFRE

3.1 Conditions générales de l'offre de prix

Les prestations sont rémunérées par application de **prix unitaires et forfaitaires**.

Ils sont fermes et définitifs, non actualisables et non révisables.

3.2 Calcul de la rémunération

La mission est décomposée en 1 tranche ferme et 3 tranches optionnelles qui pourront être présentées par le prestataire conformément au **Cahier des Clauses Techniques Particulières**.

Le calcul de la rémunération de l'ensemble des prestations telle qu'elle en résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire est fixée comme suit (*à compléter par le candidat*) :

	TRANCHE FERME : PHASE PREALABLE, DEFINITION DES NIVEAUX DE SERVICE ET ANALYSE COMPARATIVE DES MODES DE GESTION	
	EN CHIFFRE	EN LETTRE
MONTANT HORS TVA		
T.V.A AU TAUX DE %		
MONTANT TVA INCLUS		

	TRANCHE OPTIONNELLE N°1 : DEVELOPPEMENT DE LA REGIE ET MISE EN ŒUVRE	
	EN CHIFFRE	EN LETTRE
MONTANT HORS TVA		
T.V.A AU TAUX DE %		
MONTANT TVA INCLUS		

	TRANCHE OPTIONNELLE N°2 : PASSATION D'UN CONTRAT D'AFFERMAGE ET MISE EN ŒUVRE	
	EN CHIFFRE	EN LETTRE
MONTANT HORS TVA		
T.V.A AU TAUX DE %		
MONTANT TVA INCLUS		

	TRANCHE OPTIONNELLE N°3 : PLURALITE DES MODES DE GESTION ET MISE EN ŒUVRE	
	EN CHIFFRE	EN LETTRE
MONTANT HORS TVA		
T.V.A AU TAUX DE %		
MONTANT TVA INCLUS		

En cas de groupement, la répartition de la rémunération entre les membres du groupement est donnée dans une annexe à l'Acte d'Engagement que le candidat doit produire.

A titre exceptionnel, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de commander des journées ou réunions supplémentaires.

ARTICLE 4 – AVANCE

Cet article fait référence à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Je renonce au bénéfice de l'avance (*cochez la case correspondante*) :

OUI

NON

L'attention des candidats est attirée sur le fait que si aucun choix n'est fait, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce à percevoir l'avance.

ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION

Le commencement de l'étude est prévu pour **septembre 2018** et sera notifié par un ordre de service.

Une fois la phase précédente validée par le comité de pilotage, un ordre de service notifiera au titulaire le lancement de la phase correspondante. La durée totale de la mission ne pourra excéder la somme des délais précisés dans le tableau ci-dessous (*à compléter par le candidat*) :

ELEMENT D'ETUDES	POINT DE DEPART	DELAI
Tranche ferme	Réception de l'ordre de service n°1	Semaines
Tranche optionnelle 1	Une fois la tranche ferme validée par le maitre d'ouvrage, sur réception d'un ordre de service n°2	Semaines
Tranche optionnelle 2	Une fois la tranche ferme validée par le maitre d'ouvrage, sur réception d'un ordre de service n°2	Semaines
Tranche optionnelle 3	Une fois la tranche ferme validée par le maitre d'ouvrage, sur réception d'un ordre de service n°2	Semaines

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du prestataire, par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENT

Les acomptes sont versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11.2 du CCAG – PI.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global de 30 jours, conformément à l'article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après :

MANDATAIRE :

Compte ouvert au nom de :
Sous le numéro :
Banque :
Code RIB :

COTRAITANT N°1 :

Compte ouvert au nom de :
Sous le numéro :
Banque :
Code RIB :

COTRAITANT N°2 :

Compte ouvert au nom de :
Sous le numéro :
Banque :
Code RIB :

COTRAITANT N°3 :

Compte ouvert au nom de :
Sous le numéro :
Banque :
Code RIB :

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé " signature(s) du/des prestataire(s) :

ACCEPTATION DE L'OFFRE	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :	
.....	
.....	
Le pouvoir adjudicateur :	
à :	le :

DATE D'EFFET DU MARCHE	
Reçu notification du marché le :	
Le prestataire / mandataire du groupement :	

ANNEXE I : EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et conditions de paiement du contrat de sous-traitance

MARCHE

- Titulaire :

.....

- Objet : PIECE N°1 : Acte d'Engagement

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

- Nature :

.....

- Montant T.V.A. comprise :

.....

SOUS-TRAITANT

- Nom, raison ou dénomination sociale :

.....

- Entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

.....

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :

.....

- N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

(Remplacer, s'il y a lieu, "registre du commerce et des sociétés" par "répertoire des métiers")

.....

.....

- Adresse :

.....

.....

.....

- Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, n° de compte) :

.....

.....

.....

.....

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

- Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

.....

.....

- Date (ou mois) d'établissement des prix :

- ✓ modalités de variation des prix :

.....

.....

.....

- ✓ stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....

.....

.....

Lu et approuvé,

(Cachet et signature)

A, le

A, le

Pouvoir adjudicateur